



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-6-1/2025-6-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Dimanche 1^{er} juin.

Tanganyika : l'Assemblée provinciale dénonce les mauvaises conditions de détention dans les prisons. Selon un rapport, plusieurs prisons du Tanganyika manquent d'eau potable, d'électricité, de nourriture et de médicaments. Les conditions sécuritaires ne sont pas garanties et les bâtiments sont dans un état de délabrement très avancé. Une situation qui favorise les évasions massives des détenus, rapporte la commission sociale de l'Assemblée provinciale du Tanganyika. Cette commission recommande l'affectation en urgence de personnel pénitentiaire supplémentaire, l'évaluation et la planification de réhabilitation ou de la délocalisation des infrastructures carcérales, la mise en place d'un système d'approvisionnement en eau potable régulier et accessible aux détenus. Elle plaide enfin pour l'amélioration des conditions d'hygiène par la construction de latrines et de douches, la dotation de fonds de fonctionnement pour assurer l'alimentation, les soins médicaux et la sécurité des prisons, par la construction des clôtures appropriées.

Maniema : l'Unicef fournit des intrants nutritionnels pour renforcer l'immunité d'au moins 54 000 enfants. Ces intrants comprennent de la vitamine A et de l'albendazole. Cette intervention a lieu deux fois au cours de cette année. Elle vise à renforcer l'immunité des enfants contre diverses infections potentielles et à les déparasiter afin de prévenir les complications liées aux vers intestinaux, qui peuvent aggraver la morbidité liée à la malnutrition.

Face à Joseph Kabila, les femmes de Goma expriment leur aspiration au retour de la paix. « Nous avons affirmé à l'ancien Président que nous voulons la paix. Non à la balkanisation. Le Congo doit rester un et indivisible. C'est notre pays. Nous lui avons rappelé que c'est nous, les femmes, qui mettons au monde tous ces enfants, ceux qui errent dans la brousse, ceux qui rejoignent la rébellion. Nous avons aussi demandé à être pleinement impliquées dans tous les processus de paix lors des futurs dialogues. »

Kinshasa : début des travaux d'asphaltage de la route des Rocades Sud-Ouest. Cette route périphérique, longue de 74 km, vise à fluidifier la circulation dans la capitale. La section ciblée, qui reçoit déjà une couche de bitume, s'étend à partir du point kilométrique 13 et couvre les zones urbano-rurales de Djokol, Ngombi, Ngudiabaka, Mfuti, Kimvula et Mitendi. Pour le ministre d'État en charge des Infrastructures, le début de ces travaux représente un espoir pour la poursuite de ce projet, destiné à désengorger la circulation à travers la ville de Kinshasa. Ces travaux sont réalisés par l'entreprise chinoise CREC 8 sur la partie Sud-Ouest, tandis que CREC 4 s'occupe de la partie Sud-Est.

Quatre centres de santé confessionnels suspendent partiellement la gratuité des soins à Kinshasa. Quatre structures sanitaires appartenant à l'Église du Christ au Congo, à l'Église kimbanguiste, à l'Armée du Salut, ainsi qu'au Bureau diocésain des œuvres missionnaires de l'Église catholique, ont annoncé jeudi 29 mai la suspension partielle de la gratuité des soins à partir du 5 juin 2025. Ces établissements avaient été sélectionnés pour participer au programme de gratuité des accouchements dans la ville de Kinshasa, lancé le 5 septembre 2023 par le président Félix Tshisekedi.

Ces structures confessionnelles justifient cette décision collective par des arriérés de paiement de factures de huit mois, par le gouvernement de la République, concernant les accouchements. A partir du 5 juin, seuls les consultations et accouchements resteront gratuits, tandis que les frais connexes deviendront payants.

Examen d'Etat: les finalistes de l'Ituri exonérés de frais de participation. Dans sa correspondance adressée à différentes autorités, le secrétaire général intérimaire au ministère de l'Education nationale déplore la situation sécuritaire et socioéconomique difficile en Ituri, aggravée par la guerre qui a paralysé tout le tissu socioéconomique de la province, mettant ainsi les parents dans les conditions ne leur permettant pas de faire face à toutes les charges requises pour la participation de leurs enfants à ces épreuves. Raison pour laquelle le Gouvernement de la République a pris la décision de prendre en charge tous ces frais.

La dégradation des routes complique l'acheminement des vaccins à Walikale. Selon le médecin coordonnateur provincial du Programme élargi de vaccination, cette situation est principalement due à la dégradation avancée des routes dans ces zones enclavées. Cette situation rend le transport des vaccins complexe, voire impossible à certains moments.

Le Nord-Kivu prêt à organiser les épreuves préliminaires de l'examen d'Etat. Au total, 22 323 candidats sont inscrits dans cette province éducationnelle cette année, dont 11 319 filles, répartis dans 68 centres d'examen. 42 centres sont à Goma, 15 à Rutshuru, 10 à Nyiragongo, et 1 à Kigali au Rwanda. L'inspecteur principal provincial de l'éducation pour le Nord-Kivu 1, s'est montré satisfait de l'organisation. « Les épreuves sont là, les candidats sont prêts et les centres d'examen ont été préparés en conséquence », a-t-il déclaré. Les épreuves hors-session débutent ce lundi par la dissertation.

RDC: la disparition de l'opposant Matata Ponyo inquiète son parti et ses proches. Un membre du gouvernement de RDC et un responsable, joints ce 31 mai au soir par RFI, ont qualifié les responsables du parti de Matata de « plaisantins » ou encore « d'histrions », sous-entendu que ces politiques seraient au courant que leur leader se serait exfiltré de Kinshasa clandestinement. Dans le même temps, le parti de Matata Ponyo affirme que sa fille, qui voulait se rendre aux États-Unis, a été interdite de sortie du territoire congolais, son passeport confisqué par les services migratoires. (RFI)

Lundi 2 juin.

Les communautés de l'Ituri appelées à œuvrer pour la résolution pacifique des différends. Ce message a été prononcé le 31 mai à Kinshasa par Chantal Ngoy, présidente nationale du Mouvement social Lumbiste (MSL), parti politique de la province de l'Ituri, à l'occasion du premier anniversaire de la disparition de Norbert Ezadri, fondateur du parti, ancien rapporteur de l'Assemblée nationale et élu du territoire d'Aru en Ituri. « Il est essentiel de promouvoir l'acceptation mutuelle entre les différentes communautés de l'Ituri, de favoriser une intégration harmonieuse et inclusive des valeurs humaines, et de poursuivre l'œuvre initiée par le président Ezadri. Notre responsabilité est de construire une province prospère et stable, unie autour des valeurs sociales et démocratiques », a conclu la présidente du MSL.

Kasaï-Oriental : 23 000 élèves attendus pour les épreuves préliminaires de l'Examen d'État, dont 8 000 filles. Les épreuves ont débuté ce lundi 2 juin. À Mbuji-Mayi, le coup d'envoi a été donné au Complexe scolaire du 4 janvier, situé dans la commune de Diulu. La province éducationnelle Kasaï-Oriental 1 compte 56 centres, dont 19 sont implantés à l'intérieur de la province. Inspecteur principal provincial déplore le faible taux de participation des filles à ces épreuves.

Environ 69000 élèves finalistes débutent les épreuves hors session de l'examen d'Etat au Nord-Kivu. Grâce à l'appui de l'Unicef, toutes les malles contenant les questionnaires des examens ont été acheminées vers les trois provinces éducationnelles concernées, garantissant ainsi le bon déroulement des examens. Le directeur de la province éducationnelle Nord-Kivu 2, a tenu à rassurer que les élèves déplacés en raison du conflit armé dans certaines zones du Nord-Kivu peuvent passer leurs exams dans leurs lieux d'accueil. Ils ont été enregistrés et intégrés dans les centres d'examen afin que leur parcours scolaire ne soit pas interrompu. **Kindu : plus de 26 000 finalistes entament les épreuves hors-session de l'Examen d'État.** Les finalistes se sont dits confiants. De son côté, le directeur provincial de l'éducation a rappelé aux parents que les cours continuent après la dissertation pour bien préparer la session ordinaire.

Face au risque de balkanisation de la RDC, Martin Fayulu appelle au dialogue et à un « sursaut d'honneur ». Martin Fayulu interpelle directement trois acteurs politiques qu'il estime pouvoir jouer un rôle dans la résolution de cette crise : Corneille Nangaa, Joseph Kabila et Félix Tshisekedi. S'adressant à Corneille Nangaa, ancien président de la Ceni et coordonnateur du groupe rebelle l'AFC-M23, Martin Fayulu déclare : « Monsieur Nangaa, cessez d'être complice des massacres de nos frères et sœurs. Cessez de livrer notre sol, nos vies et nos ressources aux forces étrangères. Aucune ambition ne vaut le prix de la souffrance de tout un peuple. ». « Monsieur Kabila, aucune raison,

même stratégique, ne saurait justifier une collaboration avec ceux qui déchirent notre pays. Quittez Goma, cette ville martyre, aujourd’hui occupée avec la complicité de forces ennemis. L’Histoire ne pardonne pas les trahisons, encore moins celles à la patrie. » « Monsieur Tshisekedi, vous avez le devoir de ne pas laisser notre génération être celle qui aura vu le Congo désintégrer. J’en appelle à un sursaut d’honneur et de responsabilité. Je veux vous voir pour une discussion directe, sans faux-semblants, afin de trouver une issue digne à cette crise existentielle. » Quelques heures après la déclaration de l’opposant Martin Fayulu appelant à un dialogue national face au risque « risque de balkanisation » du pays, le Président Félix Tshisekedi, accepte la main tendue de l’opposant.

Tracasseries fiscales : le gouverneur du Sud-Ubangi veut instituer un guichet unique dans les ports. Il a expliqué que cette initiative vise à décourager la multiplication des taxes et des services de l’État dans ces espaces stratégiques et déplore le fait que ces tracasseries administratives freinent l’arrivée des opérateurs économiques dans le Sud-Ubangi, entravant ainsi le développement de la province.

Mardi 3 juin.

Près de 300 000 personnes retournées bénéficient d’une aide alimentaire du PAM dans le territoire de Masisi. La distribution est en cours depuis quelques jours notamment dans les villages Matanda, Kitshanga et Kilolirwe. Ces personnes, après plusieurs mois passés dans les sites de déplacés autour de Goma, sont de retour dans leurs villages où elles ont besoin de se réinsérer. Un lot d’aliments constitué de farine de maïs, riz, haricots, huile végétale et sel constitue cette aide devant couvrir un mois de besoins alimentaires de chaque ménage qui en bénéficie. En parallèle, ajoute le PAM, plus de 128.000 personnes déplacées, sur l’axe nord de la province, sur l’axe Lubero et Musienene, ont reçu une assistance alimentaire pour subvenir à leurs besoins pendant leur déplacement. Au moins 15 mille enfants de 6 à 59 mois ont reçu des suppléments nutritionnels à base lipidique pour prévenir la malnutrition aiguë.

La RDC élue vice-présidente de la 80e session de l’Assemblée générale de l’ONU, qui commence le 9 septembre 2025. Cette élection marque le retour significatif de la RDC sur la scène diplomatique internationale, à la veille du vote décisif pour l’élection des membres non permanents du Conseil de sécurité, où le pays est candidat, rappelle la diplomatie congolaise. Lors de la même séance, l’Allemande Annalena Baerbock a été élue présidente de l’Assemblée générale de l’ONU. Dans un contexte marqué par plus de 120 conflits armés et un accroissement des inégalités, la nouvelle présidente a estimé que la tâche des Nations Unies demeurait « inachevée ». Son mandat débutera officiellement en septembre 2025, à la veille de l’ouverture de la 80e session annuelle de l’Assemblée. Un « moment crucial », précise-t-elle, pour une organisation « sous pression », aussi bien sur le plan politique que financier. **La RDC élue membre non permanent du Conseil de sécurité de l’ONU,** pour le mandat 2026-2027. Selon le ministère des Affaires étrangères, cette élection marque une nouvelle étape dans l’engagement de la RDC en faveur de la paix, de la sécurité et du multilatéralisme. La même source relève que le pays entend jouer un rôle actif dans les discussions relatives aux défis sécuritaires en Afrique, tout en soutenant les efforts de réforme du système multilatéral, dans un esprit de dialogue, de solidarité et de responsabilité partagée. La RDC n’est pas nouvelle dans cette instance. Elle y a déjà siégé à deux reprises, au cours des mandats 1982–1983 et 1990–1991.

15 ans après l’assassinat de Chebeya : plaidoyer pour un nouveau procès contre le général John Numbi. À cette occasion, plusieurs organisations, dont l’ONG La Voix des Sans Voix (VSV), réclament l’ouverture d’un nouveau procès contre le général John Numbi, suspecté d’être le commanditaire de ces meurtres, ainsi que sa radiation de l’armée. Elles demandent également le maintien en détention du colonel Daniel Mukalayi, condamné à 15 ans de prison dans cette affaire. Le colonel Mukalayi, incarcéré depuis 15 ans, est considéré par le directeur exécutif de la VSV comme un témoin clé, notamment parce qu’il est le seul à pouvoir indiquer avec précision le lieu d’inhumation de Fidèle Bazana, permettant à sa famille de lui offrir un enterrement digne : « Daniel Mukalayi est l’une des personnes les mieux placées pour dire où a été enterré Fidèle Bazana. Sa famille biologique et ses enfants doivent pouvoir récupérer son corps pour un enterrement digne. » Cependant, la défense du colonel Mukalayi dénonce une arrestation arbitraire et réclame sa libération effective dès le 4 juin 2025, date anniversaire de son arrestation, arguant qu’il a purgé l’intégralité de sa peine.

Kinshasa veut accélérer un accord stratégique avec Washington sur les minerais critiques. Le chef de l’État et son équipe ne veulent surtout pas que cet accord échoue. Pour cela, ils ont décidé de centraliser les actions et de maximiser toutes les chances de succès. À la direction de la cellule de coordination stratégique, on retrouve trois membres du cabinet du président de la République, dont deux ministres : Thérèse Kayikwamba Wagner, ministre d’État aux Affaires étrangères, et Kizito Pakabomba Kapinga Mulume, ministre des Mines. Également, Guy-Robert Lukama Nkunzi, président du Conseil d’administration de Gécamines SA, la plus grande société minière de la RDC. **Des équipes d’experts sont constituées.** Pour les aspects légaux, Me Pascal Agboyibor, avocat associé du cabinet ASAFO & CO, apporte son expertise, notamment sur les secteurs de l’énergie, des mines, des infrastructures et du développement de projets en Afrique. Cette direction est épaulée par un secrétariat technique et un groupe d’experts, en tout 22 personnes,

chargées notamment de rédiger des rapports périodiques sur l'avancée des négociations et les résultats de la mise en œuvre de l'accord. Parmi ces experts, figurent la société congolaise Cominière SA et le Cadastre minier. Le mois de juin est considéré comme crucial. Les Américains espèrent que ce mois verra la conclusion d'un accord de paix entre Kinshasa et Kigali, mais avant cela, les deux capitales veulent progresser sur les accords commerciaux et miniers. (RFI)

Tshopo : 21 882 finalistes participent aux épreuves préliminaires de l'Examen d'État, dont 9 194 filles. « Nous comptons 67 centres d'examen répartis dans la province. Les options couvrent aussi bien les filières générales que techniques, avec 114 jurys pour la dissertation et 73 pour la défense des rapports de stage », a précisé Cyprien Bisanga.

L'internat du Lycée Kolikori reste fermé depuis près de 10 ans en raison de l'insécurité à Fataki. Cette institution, qui pouvait accueillir environ trois cents élèves, principalement des jeunes filles venues de plusieurs provinces de la RDC telles que Kinshasa et Kisangani (Tshopo), a vu son activité fortement réduite. Aujourd'hui, le lycée fonctionne avec seulement un tiers de ses effectifs, tandis que l'internat reste totalement fermé. Le Lycée Kolikori, l'un des plus anciens et prestigieux de la région, était réputé pour la qualité de son encadrement et de sa formation des jeunes filles, ainsi que pour son cadre naturel agréable, situé sur des collines dominant Fataki. La sœur Denise Dioche, ancienne élève et actuelle responsable des études, rappelle que les difficultés ont commencé en 1999 avec le déclenchement de la guerre interethnique en Ituri. Les bâtiments coloniaux du lycée ont été à plusieurs reprises vandalisés par des miliciens armés. Après une fermeture partielle, l'internat avait rouvert en 2005 et fonctionné jusqu'en 2017, période marquée par une accalmie. Cependant, à partir de 2017, les violences ont repris, entraînant la fermeture définitive de l'internat.

L'Assemblée nationale juge recevable le projet de loi de finances rectificative 2025. Avant la présentation officielle, le président de la Chambre basse du Parlement a exhorté les députés à un examen rigoureux du texte, soulignant l'importance du contexte. Sur le volet des dépenses, ce projet de loi, qualifié de "budget de la guerre", vise à réduire les charges courantes liées au fonctionnement des institutions afin de renforcer les ressources allouées à l'armée. Cette révision budgétaire intervient dans un contexte sécuritaire délicat, nécessitant une augmentation des moyens pour les forces de défense. Après débat en plénière, la loi de finances rectificative a été déclarée recevable et envoyée en Commission économique, financière et de contrôle budgétaire pour un examen approfondi. Cette étape permettra d'évaluer plus en détail les implications de cette révision et d'affiner les priorités budgétaires avant son adoption.

La Banque mondiale va financer 4 projets en RDC pour 1, 49 milliard USD. *Les victimes des inondations.* Le premier projet est celui de Résilience aux Inondations Urbaines dont le coût est estimé à 200 millions USD. Ce projet a pour objectif d'améliorer la gestion des risques climatiques et des catastrophes, tout en réduisant les risques d'inondation dans les zones urbaines, notamment à Kinshasa et à Kalemie. **Résilience économique.** L'autre projet, axé sur la Gouvernance, la Transparence et la Résilience Économique, est financé à hauteur de 600 millions USD. Les initiatives clés incluent le renforcement de la gestion des dépenses publiques, la promotion de la transparence et la lutte contre la corruption, ainsi que l'amélioration de l'administration judiciaire et du secteur de l'énergie. **Première autoroute de la RDC.** Le Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport II avec 440,02 millions USD, vise à relier l'est et l'ouest de la RDC par la construction de la première autoroute du pays, améliorant ainsi la connectivité domestique et régionale. Le projet prévoit le bitumage de 200 km supplémentaires de route, ainsi que la construction d'un pont stratégique de 700m. **Développement d'Inga 3.** Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un crédit de 250 millions de dollars comme première phase de ce projet, dont le budget total est d'un milliard de dollars.

Mercredi 4 juin.

Joseph Kabila et le PPRD interdits dans les media de la RDC. Les médias nationaux ne peuvent plus couvrir, commenter ni relayer d'informations liées au PPRD. Il leur est également interdit de diffuser les propos ou interviews de son leader, Joseph Kabila. Cette interdiction survient quelques jours après la levée des immunités parlementaires de Joseph Kabila par le Sénat. Par ce vote, le Sénat a donc autorisé des poursuites judiciaires contre Joseph Kabila accusé par la justice pour crimes de guerre et complicité avec la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda.

L'UE préoccupée par la situation humanitaire dans l'Est de la RDC. L'ambassadeur de l'UE en RDC, a conduit une mission conjointe de quelques heures comprenant neuf ambassadeurs européens accrédités à Kinshasa. Cette visite visait à lancer deux projets financés par l'UE pour renforcer la paix, la résilience et la cohésion sociale en Ituri et au Nord-Kivu. Il a insisté sur l'intégration de la dimension humanitaire dans toutes les discussions en cours autour de la paix dans l'Est de la RDC. Actuellement l'UE investit plus de 100 millions d'euros pour couvrir les besoins humanitaires en RDC.

MSF lance un appel urgent à la mobilisation pour protéger les civils et répondre à leurs besoins essentiels au Nord-Kivu. L'organisation internationale Médecins Sans Frontières dresse un tableau alarmant de la situation humanitaire dans la région. « Bambo, dans le territoire de Rutshuru, encerclée par les combats, est devenue un refuge

pour des milliers de personnes fuyant les violences, les pillages et les incendies de villages ». La population de Bambo a doublé en quelques jours avec l'arrivée de plus de 11 000 ménages déplacés provenant des villages environnants. MSF intervient à plusieurs niveaux : distribution de kits d'urgence comprenant nattes, jerricans, produits d'hygiène et couvertures, renforcement de l'assainissement dans les abris collectifs (douches, latrines, points d'eau), et extension de l'accès aux soins dans les hôpitaux et centres de santé locaux. Cependant, MSF ne répond pas à tous les besoins, notamment en matière d'aide alimentaire, cruciale pour cette population exposée à une augmentation rapide de la malnutrition. L'accès aux populations et la sécurité des équipes MSF restent des défis quotidiens en raison de la dégradation de la situation sécuritaire.

L'évolution du marché du cobalt suspendue à une décision de la RDC

Le marché du cobalt est toujours secoué par la décision de la RDC, prise fin février, de ne plus exporter son minerai pendant quatre mois. Le pays produisant les deux tiers du cobalt mondial, l'annonce a donc fait l'effet d'un séisme dans le secteur. La décision de Kinshasa a permis de faire remonter les prix, c'était son but. Mais elle a aussi asséché le marché, dont les stocks de métal disponibles à l'extérieur du pays n'étaient que de quatre mois de consommation.

Quatre scénarios pour les marchés. Les volumes qui sortiront de la RDC, dans les prochains mois, seront déterminants pour savoir si le marché restera excédentaire. Selon les hypothèses, le trop-plein de cobalt pourrait durer jusqu'en 2030 au moins, ou au contraire laisser place à un déficit dès 2027. Qui dit déficit, dit, en général, remontée des cours. Le positionnement de la RDC aura aussi un impact sur la consommation : les difficultés d'approvisionnement sur le long terme pourraient « détruire la demande » et conforter les technologies qui se passent de cobalt comme celle des batteries LFP (lithium fer phosphate). **Une demande record, en hausse.** La demande n'a jamais été si forte qu'en 2024, avec une consommation de plus de 200 000 tonnes qui pourrait doubler d'ici à la fin de la décennie, selon les prévisions de Benchmark. Le secteur le plus gourmand est celui de l'automobile : à l'horizon 2030, près de 60% du cobalt pourrait être absorbé par la fabrication de batteries. Parmi les pays producteurs qui profiteront de demande, il y a la RDC au premier chef, mais aussi l'Indonésie dont la part de marché ne cesse d'augmenter. La RDC qui représentait jusqu'à ce qu'elle gèle ses exportations 76% de l'offre mondiale, devrait voir sa part baisser à 65% en 2030 pendant que l'Indonésie devrait, à cet horizon, voir la sienne grimper pour atteindre 22% du cobalt mondial. (**RFI**)

Ituri : Des milliers d'enfants privés d'actes de naissance à Djugu. Plusieurs milliers d'enfants de Djugu-centre et des villages environnants ne disposent pas d'actes de naissance. Les parents sont contraints de parcourir des dizaines de km pour enregistrer leurs enfants dans les chefs-lieux des entités coutumières, faute d'un bureau de l'État civil à Djugu.

Tshopo : plus de 1 639 cas de choléra enregistrés depuis le début de l'année, dont 134 décès. La ville de Kisangani est aujourd'hui considérée comme l'épicentre de la maladie dans la province. Les zones de santé les plus touchées sont : Ubundu, Yakusu, Wanie-Rukula, Makiso et Lubunga.

Djugu : 20 300 enfants de moins de 15 ans vaccinés contre la rougeole dans la zone de santé de Drodro, dépassant les 18 000 initialement attendus. La campagne s'est déroulée grâce au soutien logistique de MSF dans une zone de santé qui compte environ 205 000 habitants.

Namugongo, l'un des plus grands pèlerinages du monde ! Trois millions de personnes ont convergé ce lundi 3 juin vers la basilique de Namugongo pour commémorer les 45 chrétiens martyrs de l'Ouganda. Les pèlerins viennent de tout le continent africain pour se rendre au sanctuaire, situé à 15 km de Kampala. Certains ont même parcouru plusieurs milliers de kilomètres à pied pour se rendre aux célébrations. Les martyrs de l'Ouganda, 22 catholiques et 23 anglicans, ont été assassinés entre 1885 et 1887 par le pouvoir royal. Ils faisaient partie de la première communauté chrétienne du pays. Canonisés en 1964 par le pape Paul VI, leurs témoignages de foi touchent les cœurs encore aujourd'hui, à travers l'Ouganda et tout le continent africain.

Jeudi 5 juin.

Embargo médiatique contre Kabila et le PPRD : réprobations des acteurs sociopolitiques. Des acteurs politiques, l'Association africaine de défense de droits de l'homme (Asadho) et l'ONG journaliste en Danger ont appelé, le Conseil supérieur de et de la communication (CSAC) à revenir sur sa décision interdisant aux médias de relayer les activités du PPRD et de Joseph Kabila. Selon ces organisations, cette décision du CSAC porte atteinte à la démocratie, elle est autoritaire et constitue un abus du pouvoir. Pour l'ASADHO le CSAC doit éviter de s'engager dans le jeu politique.

Seulement 4 lits disponibles au centre de santé de Mandro pour plus de 14 000 habitants, une situation qui compromet gravement la prise en charge adéquate des malades, en particulier des femmes enceintes. L'infirmier titulaire du centre, souligne que ce déficit en lits s'accompagne d'autres problèmes majeurs tels que le manque de médicaments, d'équipements appropriés et de personnel qualifié. Ce centre de santé est situé à 12 km de Bunia, zone de santé de Lita.

Le gouvernement appelé à imposer aux entreprises minières le versement effectif des redevances aux provinces. Cet appel a été lancé lors de la clôture de l'atelier organisé par l'organisation Congo peace center (CPC), consacré à la conciliation entre exploitation minière et développement local durable dans les provinces du Maniema et du Tanganyika. « Ces deux journées ont été consacrées à la restitution des travaux menés sur le terrain. Nous avons consulté les communautés affectées par l'exploitation minière dans les provinces du Tanganyika et du Maniema. Ce sont des régions riches en minéraux, mais on constate l'absence d'entreprises industrielles et le non-paiement des redevances par les quelques sociétés présentes. Résultat : les populations vivent dans une pauvreté extrême. Il n'y a ni routes reliant les territoires aux chefs-lieux, ni eau, ni électricité, ni assez d'écoles, maternités ou centres de santé. Cela s'explique par le fait que la richesse minière extraite de ces terres n'est pas redistribuée aux communautés locales. Nous avons donc proposé la création d'entreprises minières et la diversification des activités économiques, notamment via l'agriculture ».

Kisangani : 25 ans après la guerre de 6 jours, les victimes attendent toujours "la vérité et la justice" et, pour la plupart, des réparations", a indiqué Amnesty International dans un nouveau rapport publié ce mercredi 5 juin. Le rapport intitulé : « Le Congo, ça n'émeut personne ? » 25 années sans justice pour la guerre des six jours à Kisangani, montre qu'il n'y a pas eu une seule enquête criminelle ni un seul procès depuis le conflit sanglant entre les forces rwandaises et ougandaises. « Il est absolument inacceptable que, pendant 25 ans, pas une seule personne n'ait été amenée à répondre des crimes perpétrés à Kisangani. Le fait que personne n'ait été poursuivi pour les crimes passés a alimenté une spirale de la violence en RDC, qui a impliqué des acteurs, des armes et des souffrances similaires. La justice ne saurait attendre 25 années supplémentaires. Il incombe aux autorités judiciaires congolaises d'ouvrir des enquêtes et, s'il existe suffisamment de preuves recevables, de poursuivre les personnes soupçonnées d'être responsables des crimes commis sur le territoire de la RDC », a déclaré Tigera Chagutah, directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. En 2022, la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à l'Ouganda de verser des réparations, à l'issue d'une procédure engagée par la RDC contre l'Ouganda et le Rwanda. La CIJ n'était pas compétente à l'égard du Rwanda. En 2024, des victimes ont enfin commencé à recevoir une indemnisation de l'Ouganda, mais le processus a été entaché par des allégations de mauvaise gestion et de détournement, selon Amnesty.

L'Unicef lance un projet de protection et de réintégration pour 60 000 enfants au Tanganyika. D'une durée de 19 mois, le projet de l'Unicef de réintégration communautaire d'enfants touchés par les conflits s'étendra jusqu'en décembre 2026 et couvrira les zones de santé de Kalemie, Nyemba et Nyunzu. Parmi les bénéficiaires figurent 200 enfants sortis des groupes armés ainsi que 3 000 adolescentes victimes de violences sexuelles ou de grossesses précoces. L'objectif principal est de lever les obstacles sociaux et de favoriser l'acceptation de ces enfants au sein de leurs communautés d'origine. Le projet entend offrir une seconde chance à ces jeunes grâce à la scolarisation, à un accompagnement psychosocial et à un encadrement dans des espaces sécurisés.

Kinshasa : le bourgmestre de Barumbu agressé par des militaires de la Force navale réclame justice. Les faits se sont produits près de la Régie des voies aériennes (RVA), non loin de l'Institut supérieur des techniques appliquées (ISTA). Christophe Lomami s'opposait à la construction d'un hangar érigé par les militaires sur une voie publique sans en informer la municipalité ; lorsque des soldats ont surgis des installations de la force navale et l'ont brutalisé, sur ordre d'un officier présent sur le lieu. Pour le bourgmestre de Barumbu, ce comportement est inacceptable.

Plus de 100 veuves et orphelins de militaires formés à divers métiers en une année. À l'initiative de la Chambre de commerce, plantation, élevage et industrie RDC cette formation, organisée en deux sessions, a porté sur plusieurs domaines ; la coupe et couture, l'esthétique, la transformation agroalimentaire, la maçonnerie et la menuiserie. Cette formation, s'inscrit dans une démarche visant à soutenir l'effort de guerre face aux conflits qui sévissent dans l'Est.

Vendredi 6 juin.

Martin Fayulu : « Nous devons créer un camp de la Patrie». « C'était très simple. Vous savez que le pays traverse une période très difficile. Nous sommes attaqués de partout, nous avons besoin de cohésion nationale. Je suis venu dire au Président Tshisekedi que nous n'avons pas 36 solutions : nous devons créer un camp de la Patrie, un regroupement de ceux qui luttent pour leur pays. Toutes ces crises que nous traversons – sécuritaire, sociale, politique – ont une seule solution : le dialogue ». Il a également encouragé Félix Tshisekedi à échanger avec les évêques de la Cenco et les pasteurs de l'ECC, afin de mettre en avant leur pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble.

Lutte contre l'impunité : Félix Tshisekedi appelé à empêcher les auteurs de crimes d'accéder aux fonctions politiques et militaires. L'ONG Action pour la justice, le développement et les droits humains (AJDDH) a plaidé pour que justice soit rendue. « Nous demandons au Président de la République d'exiger la levée du secret sur les auteurs présumés des crimes graves perpétrés en RDC, tels que répertoriés dans le rapport Mapping. Il doit également tirer parti

du mandat en cours de membre non permanent du Conseil de sécurité pour exiger la création d'un tribunal pénal international, en vue d'engager des poursuites principalement contre le Rwanda ». L'organisation demande des comptes sur la gestion des fonds alloués à la réhabilitation du barrage de la Tshopo, car la ville de Kisangani, qui devait être indemnisée, demeure plongée dans une pénurie chronique d'électricité. De plus, l'ONG appelle l'exécutif à organiser un audit indépendant du Fonds de réparation des indemnisations des victimes des activités illicites de l'Ouganda en RDC (FRIVAO) et à publier les conclusions, afin de dissiper les controverses entourant cette gestion financière.

Nord-Kivu : Plus de 60 000 enfants de militaires vivent dans une grande vulnérabilité à Beni. L'Association des enfants des soldats au front pour la paix (ASESOP), basée à Beni, alerte sur la situation critique que traversent ces enfants. « À Beni, nous avons observé que les enfants de militaires vivent une vulnérabilité extrême. Parmi eux, il y a des enfants non accompagnés, des enfants sans abri, des enfants exploités économiquement, des orphelins, ainsi que des enfants victimes de violences et d'abus. Certains passent leurs journées à mendier pour trouver de quoi manger ».

Sud-Kivu : Des policiers ayant fui la guerre vers Bunyakiri sont impayés depuis janvier. La plupart de ces policiers ont quitté les territoires de Kalehe, Kabare et Bukavu, au plus fort des affrontements opposant les Fardc aux rebelles de l'AFC-M23, soutenus par l'armée rwandaise. Ils ont rejoint Bunyakiri dans l'attente d'un retour rapide à leurs postes d'attache. Pourtant, cinq mois plus tard, Kalehe, Kabare, le littoral du lac Kivu et la ville de Bukavu demeurent sous occupation rebelle. L'argent destiné à leur paie serait en suspens à Uvira, sous le contrôle des autorités compétentes.

RDC: 75 prix Nobel appellent à un sursaut international pour stopper les souffrances dans l'est du pays. Soixantequinze prix Nobel de nationalités et de discipline diverses, de la chimie à la littérature en passant par la médecine ou la paix, ont signé cette tribune. Ensemble, ils dénoncent le « silence mondial persistant » qui entoure les crimes commis dans l'est de la RDC. Une « tragédie » qui dure depuis trois décennies de « conflits armés, de guerres répétées, de catastrophes humanitaires et de violations systématiques des droits humains et du droit international. » Et cela dans une « impunité engrainée » qui alimente à son tour les crises et l'absence d'action « significative » pour les endiguer. Les 75 Nobel appellent à l'organisation d'une conférence internationale sur la paix « afin de placer ce conflit oublié et négligé au sommet de l'agenda de la communauté internationale ». S'agissant de la guerre en cours, ils reprochent à la communauté internationale de « tolérer » la présence de l'armée rwandaise dans l'est du pays. « Une agression illégale » qui perdure malgré le vote en février à l'ONU d'une résolution appelant le Rwanda à cesser de soutenir le M23. Les signataires font le parallèle avec le conflit entre l'Ukraine et la Russie et dénoncent « un poids deux mesures ». (RFI)

Au Sénat, le DG du Cami plaide pour la reconquête de la production minière de cuivre et cobalt par l'Etat. Pour le directeur général du Cadastre minier (CAMI) les sociétés étrangères détiennent la plus grande partie de la production de ces minéraux. Ainsi, les sociétés CMOC et Glencore (Chine et Suisse) détiennent plus de 60 % de la production de cuivre, tandis qu'Ivanhoe Mines et Zijin (Canada et Chine) détiennent plus de 80 % de la production de cobalt. Cette situation ne permet pas à l'État congolais de profiter pleinement des richesses de son sous-sol, dont les capitaux vont en grande partie à l'étranger. Le DG du CAMI a invité les députés et sénateurs présents à réfléchir à un projet de loi susceptible de ramener à la RDC sa souveraineté dans l'exploitation de ces matières. Il a également évoqué l'organisation et le fonctionnement du CAMI, qui fait partie des services spécialisés du ministère des Mines et constitue la porte d'accès pour l'obtention des droits miniers et des carrières en RDC, qu'il s'agisse d'exploration ou d'exploitation. La présidente de la commission, a promis, avec les autres membres, de réfléchir à des textes permettant d'améliorer le secteur minier congolais. (Actualité CD)

Samedi 7 juin.

Le CICR lance des projets d'urgence pour la prise en charge médicale de 70 000 habitants vulnérables à Kalehe, avec un focus particulier sur les enfants âgés de 0 à 15 ans. Ces initiatives portent principalement sur la prise en charge médicale gratuite, la fourniture de médicaments et de matériel médical dans quatre structures de santé situées à Bushushu, Nyabibwe et Numbi, des zones affectées par les conflits armés opposant les rebelles du M23, alliés au Rwanda, aux Fardc soutenues par les Wazalendo. L'officier santé du CICR pour la délégation du Sud-Kivu, précise que l'organisation appuie également les structures sanitaires de Kalehe avec du matériel médical pour assurer leur bon fonctionnement, tout en prenant en charge le personnel médical des centres ciblés.

Le prix du sac de maïs de 100 kg chute de 200 000 FC à 100 000 FC à Kinshasa. Cette baisse s'explique par une surabondance de ce produit de première nécessité. Cette version est confirmée par les témoignages de vendeurs interrogés. D'après les informations recueillies sur le terrain, le prix du maïs pourrait être encore plus bas en l'absence des multiples barrières présentes sur la Nationale N°1.

Fête de la Tabaski en Ituri : appel à la réconciliation et à l'unité des communautés. Devant des milliers de croyants réunis ce samedi sur le terrain Saio à Bunia, le cheikh Shukran Byarufuce a exhorté : « L'Ituri traverse des moments difficiles avec la recrudescence de l'insécurité un peu partout. Les communautés doivent s'unir. Nous implorons Allah pour le retour de la paix ». Ce message a trouvé un écho favorable auprès de ses fidèles. **Les musulmans engagés dans la protection de l'environnement à Kindu.** « Notre fête de Tabaski est célébrée aujourd'hui et la lutte contre la pollution ainsi que contre les déchets plastiques est également mise à l'honneur. Nous, musulmans, ne devons pas rester simples observateurs, mais agir activement. Le Coran nous l'enseigne : d'après notre prophète, nous avons l'obligation de protéger notre environnement ». Sheikh Ali Omari a précisé que durant tout ce mois, les musulmans procéderont à des travaux d'assainissement à travers la ville.

Tshopo : au moins 43 % d'enfants souffrent de malnutrition, selon les autorités sanitaires. Le chef de la division provinciale du plan, a annoncé l'élaboration d'un plan quinquennal 2025-2030, pour lequel un financement de plus de 184 millions USD est nécessaire afin de combattre ce fléau et sauver les enfants affectés.

Au moins 1000 enfants soignés du pied bot sur 5000 cas recensés chaque année en RDC. L'organisation Hope Walks (L'Espoir de Marcher), a déclaré : « Il y a 4000 enfants qui restent dans la communauté et grandissent avec des cas de pied bot. Nous lançons un appel à tous les partenaires qui souhaitent nous accompagner, afin que ces enfants aient accès aux soins. Pourquoi ne pas intégrer le traitement du pied bot parmi les soins de santé primaires, pour que ce service soit disponible dans toutes les structures sanitaires ». Une telle mesure permettrait aux parents de ne plus être contraints de voyager sur de longues distances pour accéder aux centres spécialisés.

L'initiative des Églises sera-t-elle relancée après la rencontre entre Félix Tshisekedi et Martin Fayulu ? Le 17 mai dernier, lors d'une déclaration à la presse, l'abbé Donatien Nshole, secrétaire de la Conférence épiscopale, confiait que les deux Églises avaient terminé leur rapport et qu'elles attendaient de le présenter au chef de l'État. Depuis, plus aucune nouvelle n'a été donnée. Selon ses dires, c'est ce qui a poussé Martin Fayulu à rencontrer le président. Selon nos informations, une réunion entre les religieux et la présidence pourrait désormais avoir lieu la semaine du 16 juin pour évoquer ce pacte social. Un projet soutenu par une grande partie de l'opposition qui appelle à l'organisation de ce dialogue, sous l'égide des Églises, accompagné de la médiation togolaise. « Cela pourrait se faire dès le mois de juillet », avance plein d'optimisme un fervent partisan de l'initiative. Dans le camp du pouvoir, les avis sont plus divisés. Si certains cadres de l'Union sacrée sont résolument pour, comme Vital Kamerhe ou Modeste Bahati, d'autres émettent de sérieuses réserves, notamment du côté de l'UDPS. Et il y a aussi les réticences de la présidence : les religieux doivent la convaincre s'ils veulent mener à bien leur projet. (**RFI**)

L'émirati IRH prend le contrôle d'Alphamin, exploitant de Bisie, la 3e mine d'étain au monde en RDC. Alphamin exploite la mine de Bisie dans l'est de la RDC, la troisième plus grande mine d'étain au monde. L'entreprise a produit 17 323 tonnes d'étain contenu en 2024 et prévoit d'atteindre 20 000 tonnes en 2025, grâce à une année complète d'exploitation de l'extension de Mpama South, achevée en 2024. « Le profil de production solide d'Alphamin s'aligne parfaitement avec notre stratégie d'investissement dans des actifs miniers de haute qualité à fort potentiel de croissance à long terme », a déclaré le directeur général du groupe émirati International Resources Holding (IRH). Pour le président de Tremont Master Holdings, cette cession marque la fin d'un engagement de douze ans dans la mise en valeur de la mine de Bisie : « Nous sommes heureux de transférer notre participation à un investisseur de long terme qui partage notre vision. » Avant l'accord, IRH ne détenait aucune action d'Alphamin. À l'issue de la transaction, Tremont ne conservera que 0,8 % du capital de la société minière. L'opération sera finalisée via un bloc d'actions négocié en bourse, dans le respect des réglementations canadiennes. Fondée à Abou Dhabi, IRH est spécialisée dans la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en métaux industriels. L'entreprise affirme vouloir poursuivre l'évaluation de sa participation dans Alphamin et n'exclut pas d'augmenter son contrôle après discussions avec les parties prenantes. (**Actualité CD**)

Dimanche 8 juin.

Kongo-Central : La pollution plastique menace les cours d'eau, la pêche et la biodiversité marine. Selon le coordonnateur de l'ONG Initiative pour le développement local (IDEL), la pollution plastique est omniprésente dans les cours d'eau du Kongo-Central, particulièrement dans les zones proches des grandes villes comme Kinshasa, Matadi et Muanda. Il explique que cette pollution a des conséquences directes sur la pêche : « Les filets des pêcheurs sont totalement couverts par des bouteilles plastiques et des sachets ». Cette situation perturbe les écosystèmes aquatiques et compromet la biodiversité marine, qui joue un rôle important dans la lutte contre le changement climatique. Les océans, en tant que puits de carbone, absorbent une grande partie des émissions de gaz à effet de serre. La dégradation de leur biodiversité affaiblit leur capacité à remplir cette fonction. Face à cette crise environnementale, il appelle le gouvernement à prendre des mesures concrètes pour réduire la pollution plastique. Il propose notamment la taxation des produits plastiques.

Pénurie d'eau potable à Mbuji-Mayi depuis près d'une semaine. Le directeur régional de la Regideso, explique que cette pénurie est principalement due à une forte demande en eau potable et pointe également du doigt l'insuffisance d'énergie électrique pour faire fonctionner les machines de pompage de l'eau. Pour répondre à la demande, la Regideso estime qu'il faudrait au moins 3 mégawatts d'énergie électrique. Cela permettrait de mettre en service plusieurs motopompes dans les stations de Lukelenge et Bakua Kapanga, afin de desservir les zones, haute, moyenne et basse de la ville. Cependant, les moyens actuels ne permettent pas d'atteindre cet objectif.

Nord-Kivu : 584 enfants enrôlés dans des groupes armés à Lubero (ONG). Le coordonnateur de l'organisation Solidarité pour la promotion d'actions au développement (SOPROAD), dénonce le non-respect des engagements pris par les leaders des groupes armés, qui avaient pourtant promis de ne plus recruter d'enfants. « Ce qui bloque la sortie de ces enfants des forces et groupes armés, c'est notamment le faible engagement des responsables de ces groupes, mais aussi le manque d'actions concrètes de la part des agences de protection de l'enfant et des membres du sous-groupe de protection ». Il estime que la solution passe par un renforcement de la sensibilisation auprès des chefs des groupes armés et des enfants eux-mêmes, tout en développant des stratégies communautaires pour lutter contre le recrutement forcé.

Un lot important de matériel de pêche congolais libéré par la marine ougandaise. Plus de deux cents moteurs 'hors-bord' et plus de 50 pirogues des pêcheurs congolais ont été libérés et restitués, le 6 juin, par la marine ougandaise. Ce matériel avait été saisi, par vagues, sur le lac Édouard depuis plusieurs mois. Cette libération a été rendue possible grâce au plaidoyer mené par la délégation congolaise, dont la Fédération des comités des pêcheurs individuels du Lac Edouard. Pour résoudre définitivement cette question, la FECOPEILE réitère sa demande au Gouvernement congolais de réglementer la pêche sur le lac Edouard du côté congolais et d'engager des discussions avec le gouvernement ougandais.

Kinshasa trouve « cohérente » la décision de Kigali de quitter la CEEAC. La décision du Rwanda de quitter la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) est cohérente vis-à-vis de différents textes qui régissent cette organisation sous-régionale, notamment l'inviolabilité des frontières des pays membres. Or, Kigali a excellé dans la violation de l'intégrité territoriale de la RDC. *Raison du départ de Kigali.* « La Conférence a différé à un autre moment le passage de la présidence en exercice tournante de la communauté à la République du Rwanda et a, par conséquent, décidé de maintenir Son Excellence Obiang Nguema Mbasogo comme président en exercice de la communauté pour une durée supplémentaire d'une année». A la suite de cette décision, le Rwanda a décidé de se retirer. "Le Rwanda dénonce l'instrumentalisation de la CEEAC par la RDC, avec le soutien de certains États membres. En conséquence, le Rwanda ne voit aucune justification pour demeurer au sein d'une organisation dont le fonctionnement actuel va à l'encontre de ses propres principes fondateurs", indique le communiqué du ministère rwandais des Affaires étrangères.

Lundi 9 juin.

Floribert Bwana Chui fut un enfant intelligent et éloquent, affirme sa mère biologique. C'est avec joie que Gertrude Kamara évoque toujours la mémoire de son fils. Dans une interview accordée à Radio Okapi, elle confie qu'elle n'aurait jamais imaginé que Floribert Bwana Chui serait un jour béatifié et reconnu comme bienheureux au sein de l'Église catholique : « J'attendais de lui un garçon qui se marierait, aurait une femme et des enfants. Mais il est mort, il était encore trop jeune. Sa disparition m'a profondément touchée. Je demandais qu'on puisse m'aider par la prière. C'est la prière qui me soutient, ainsi que les autres qui me réconfortaient. » Dimanche prochain, Gertrude Kamara est attendue à Rome pour assister à la cérémonie de béatification de son fils, Floribert Bwana Chui. C'est pour elle une consolation et surtout un moment d'action de grâce à Dieu pour la vie de son fils. Floribert Bwana Chui Bin Kositi, jeune chrétien catholique de Goma, sera béatifié ce dimanche 15 juin à Rome, en Italie. Cette reconnaissance intervient 18 ans après son assassinat à Goma, au Nord-Kivu, où il avait été tué pour avoir refusé l'entrée dans le pays de denrées alimentaires avariées. Le Pape François a autorisé le 25 novembre, la béatification d'un autre jeune congolais, Floribert Bwana Chui Bin Kositi, fidèle laïc. Né le 13 juin 1981 à Goma, il a été tué dans la même ville, en haine de la foi, le 8 juin 2007. Laïc originaire de la République démocratique du Congo (RDC), Floribert Bwana, était chef de bureau de l'Office Congolais de Contrôle (OCC) à Goma, dans l'Est de ce pays. Au sein de cet organisme de l'autorité nationale de contrôle qualité des marchandises, il était chargé d'évaluer la conformité des produits passant la frontière.

Nouvelle tension entre la RDC et le Rwanda alors que les négociations de paix piétinent. L'annonce faite par le Rwanda de se retirer de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) constitue une nouvelle tension diplomatique entre Kinshasa et Kigali, ont indiqué plusieurs sources dimanche 8 juin. Cependant, elle survient alors que les négociations de paix pour mettre fin à la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC peinent à avancer. Selon plusieurs sources, des experts rwandais et congolais sont attendus dans la capitale américaine cette semaine pour

discuter d'un document commun, en vue d'une rencontre de validation entre les ministres des Affaires étrangères. Deux étapes cruciales avant d'envisager la signature d'un accord de paix entre les présidents Tshisekedi et Kagame, disent ces sources. À Doha, où le gouvernement congolais et l'AFC/M23 discutent sous médiation qatarie, aucun progrès notable n'a été enregistré après 32 jours de discussions lors du second round. La délégation rebelle a même quitté Doha. Cependant, les pourparlers devraient reprendre prochainement, afin probablement d'aborder les causes profondes du conflit et d'examiner la proposition remise par la médiation qatarie ; à condition que la question des préalables soit vidée par les deux parties.

Sud-Kivu : l'usine à thé de Lemera pillée, son matériel emporté par les rebelles du M23. Toutes ses machines ont été emportées par les rebelles de l'AFC-M23 vers une destination inconnue. L'usine à thé de Lemera représentait une source majeure d'emplois pour les populations des territoires de Kalehe et de Kabare-Kabamba. Près d'une centaine de ménages dépendaient des revenus générés par le travail de leurs membres dans cette usine. Fondée à l'époque coloniale, l'usine transformait les feuilles de thé en produit fini consommé localement. L'entreprise disposait d'engins spécialisés pour labourer la terre et cultiver le thé. Elle était dotée d'équipements modernes garantissant une production industrielle de thé de qualité. Lemera était l'une des rares unités de transformation encore en activité dans le Sud-Kivu.

Plus de 33 000 enfants vaccinés contre la rougeole à Salamabila. Cette initiative, en collaboration avec les autorités sanitaires locales, a couvert 18 aires de santé et 189 villages. Outre la vaccination, les enfants ont bénéficié de supplémentation en vitamine A et de traitements antiparasitaires pour renforcer leur santé globale. La cheffe de mission adjointe de MSF pour le Maniema et le Sud-Kivu, a souligné l'importance de telles interventions face à la recrudescence des épidémies, exacerbée par le désengagement de certains gouvernements en matière de solidarité internationale.

Les enseignants de Masisi réclament 5 mois d'arriérés de salaire. Selon eux, la Caritas, qui assure la fonction d'agent payeur, évoque des difficultés logistiques pour acheminer les fonds, une raison jugée infondée par les enseignants. « Ces enseignants traversent une vie extrêmement difficile. Beaucoup ont contracté des dettes à cause de l'insécurité. Ils ne peuvent même plus se rendre dans les champs pour subvenir à leurs besoins. Leurs familles sont en train d'être détruites».

RDC : comment Joseph Kabila bouscule la scène politique congolaise. Diatribes anti-Tshisekedi dans la presse, discours fleuve promettant de « mettre fin de la dictature » de Kinshasa et enfin présence à Goma pour y rencontrer les rebelles du M23, Joseph Kabila a clairement choisi son camp. Celui d'une opposition frontale au président Félix Tshisekedi, et se replace au cœur de la crise congolaise. Si l'ancien président justifie sa venue à Goma, occupée par la rébellion, pour y ramener la paix, c'est bien sur la scène politique intérieure qu'il compte s'imposer. Selon Joseph Kabila, la paix passe par un changement de gouvernance à la tête du pays, et prône un dialogue inter-congolais, dans la droite ligne de ce que proposent les Eglises catholique et protestantes de la Cenco et de l'Ecc. L'ex-chef d'Etat a choisi de s'afficher aux côtés des rebelles du M23 alors que les perspectives d'accord de paix sont de plus en plus incertaines. La rébellion a quitté momentanément les négociations de Doha et les discussions avec Washington s'éternisent. Kigali fait mine de jouer les bons élèves, et le M23 estime aujourd'hui qu'il n'a plus aucune raison de se retirer des territoires qu'il contrôle. **Kabila en stand-by.** En prenant ses quartiers dans sa résidence de Goma, Joseph Kabila attend donc de voir comment vont évoluer les différentes initiatives de paix pour « jouer sa partition » et provoquer un dialogue inclusif avec Kinshasa. En attendant, le Raïs consulte tout azimut. Le camp présidentiel a tout de suite pris la mesure du risque de voir Joseph Kabila ramener le conflit avec le M23 sur la scène intérieure, ce que redoute Félix Tshisekedi. Les autorités ont rapidement pris une batterie de mesures pour placer Joseph Kabila et ses proches hors-jeu. Son immunité parlementaire a été levée, ouvrant la voie à des poursuites judiciaires, son parti, le PPRD, a été suspendu, ses cadres convoqués par la justice, des officiers supérieurs de l'armée suspectés d'être pro-Kabila emprisonnés, et les médias sommés de ne pas relayer les activités de l'ex-chef de l'Etat. **Fayulu et le « camp de la patrie ».** Paria aux yeux de Kinshasa, l'ancien président a surtout forcé l'opposition politique à se repositionner. Si la majorité des opposants ont dénoncé l'acharnement du pouvoir contre Joseph Kabila, certains ont saisi l'opportunité pour tenter un pas de côté. C'est le cas de Marti Fayulu, qui, après avoir tancé Joseph Kabila, en lui expliquant que « l'Histoire ne pardonne pas les trahisons et encore moins celles faites à la patrie », a pris l'initiative de rencontrer Félix Tshisekedi. Une attitude qui en a étonné plus d'un après les élections de 2018 qui ont privé Martin Fayulu de la magistrature suprême. « Je suis venu pour lui dire que nous n'avons pas 36 solutions : nous devons créer un camp de la patrie » a-t-il déclaré après sa rencontre. Un appel visiblement reçu cinq sur cinq par le chef de l'Etat, qui devrait rencontrer les représentants de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) et de l'Église du Christ au Congo (ECC) avant la fin du mois. Une aubaine pour le président Tshisekedi, qui pourrait ainsi relancer son idée de « gouvernement d'union nationale » mort-né, faute de représentants de l'opposition disponibles. **Katumbi coincé entre Kabila et Tshisekedi.** Après s'être rapproché de Félix Tshisekedi à la suite des élections contestées de 2018, et avoir adhéré à l'Union sacrée présidentielle, l'ancien gouverneur a rapidement coupé les ponts avec le chef de l'Etat pour basculer dans une opposition plus frontale. Bien avant le retour de Joseph Kabila sur la scène politique, Moïse Katumbi s'était rabiboché avec le Raïs, formant ainsi le front des Katangais contre Kinshasa. La collusion affichée de Joseph Kabila avec le M23

et le Rwanda, embarrassé désormais Moïse Katumbi. Les Congolais ne gardent pas un bon souvenir des 18 ans de pouvoir sans partage du Raïs et pensent que, désormais, Joseph Kabila est bien l'un des parrains du M23, comme le dénonce depuis des mois Félix Tshisekedi. Moïse Katumbi peut difficilement rejoindre le « camp de la patrie » de Fayulu et Tshisekedi après avoir adhéré, puis quitté l'Union sacrée. Seule solution pour l'instant : tenter de rester neutre. Coincé entre Kabila et Tshisekedi, Katumbi se trouve dans une position délicate qui le marginalise sur l'échiquier politique. **Kamerhe condamné à choisir son camp.** Un autre gros poisson de la scène politique congolaise doit jouer l'équilibrisme. Il s'agit de Vital Kamerhe, le président de l'Assemblée nationale, officiellement allié à Félix Tshisekedi, mais qui lorgne sur la présidentielle de 2028. Le patron de l'UNC doit composer avec tout le monde et jouer sur tous les tableaux. D'abord avec la majorité présidentielle pour conserver son perchoir qui ne tient qu'à un fil, mais aussi avec les acteurs de l'opposition, ainsi qu'avec Joseph Kabila. En grand sage, Vital Kamerhe sait qu'il ne faut jamais insulter l'avenir. Convaincu que Félix Tshisekedi ne modifiera pas la Constitution pour briguer un troisième mandat, le président de la chambre basse doit déjà rassembler (ou au moins ne pas fâcher) dans l'optique de préparer la présidentielle de 2028. Seul hic. Cette situation ne sera pas tenable très longtemps, et Vital Kamerhe devra bien un jour clarifier sa position et choisir son camp. En attendant, tous ces acteurs ont le regard tourné vers les initiatives de paix de Doha et de Washington, qui pourraient, de nouveau, changer la donne à l'Est et faire sortir du bois Joseph Kabila qui devra choisir la voie du dialogue... ou des armes. (**Christophe Rigaud – Afrikarabia**)

Mardi 10 juin.

Ouverture ce mardi de la conférence des gouverneurs à Kolwezi. Ce forum de quatre jours est placé sous le thème : « la santé comme facteur de cohésion sociale et de développement durable des provinces ».

Le CSAC interdit la médiatisation des activités des agresseurs et de leurs supplétifs. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a interdit : « À tous les médias opérant en RDC, de diffuser ou de publier des articles tendant à décourager les FARDC engagées dans la défense de notre pays et de ne diffuser que des informations vérifiées auprès des sources officielles concernant la situation des zones en conflit dans l'Est de la RDC ». Il a également révélé que la plénière de cet organe de régulation a recommandé aux acteurs socio-politiques de s'abstenir de toute déclaration, attitude ou comportement qui porterait atteinte à la sécurité du pays.

Des affrontements violents provoquent le déplacement massif des populations de Rutshuru et Walikale. Dans le territoire de Rutshuru, le village de Nyamilima a été le théâtre de violents combats entre les Wazalendo et les rebelles du M23. L'attaque, survenue aux alentours de 7 h du matin, a duré jusqu'à midi, causant des dégâts humains et matériels considérables. Les affrontements se sont également étendus à Mugogo et à Mulema, dans le groupement Kisimba, territoire de Walikale. D'après des sources dans la région, entre le 18 mai et le 10 juin, plus de 600 maisons ont été incendiées, au moins 75 personnes tuées et 42 autres blessées. Les affrontements ont affecté plus de 26 villages, notamment dans les groupements Bukombo, Tongo et Bambo.

Bukavu : 189 armes récupérées au quartier Ndendere. Ces armes ont été remises volontairement par des détenteurs illégaux en plusieurs endroits du quartier Ndendere, dans la commune d'Ibunda, à Bukavu. Le chef de quartier attribue cette avancée à une campagne de sensibilisation qu'il a initiée en collaboration avec les chefs d'avenues depuis le 15 février 2025. Cette initiative vise à réduire le taux de criminalité et à renforcer la sécurité dans la ville, en particulier dans les quartiers les plus exposés aux violences armées.

La coalition Notre terre sans pétrole réaffirme son opposition au projet d'exploration de 52 blocs pétroliers. Selon le coordonnateur de l'Initiative pour le développement local (IDEL/Boma), la mauvaise gouvernance qui prévaut dans le secteur des hydrocarbures justifie cette position ferme. Il souligne l'importance stratégique du Bassin du Congo, dont la RDC représente une part majeure : 52 % des forêts tropicales du bassin, 62 % des ressources en eau douce, des tourbières essentielles à la régulation climatique mondiale. Pour lui, les forêts du Bassin du Congo apportent bien plus de bénéfices économiques que l'exploitation pétrolière. La coalition NTSP, qui regroupe plus de 150 organisations de la société civile environnementale, plaide pour une approche responsable et durable de la gestion des ressources naturelles de la RDC, privilégiant la préservation des écosystèmes forestiers face aux intérêts pétroliers.

Félix Tshisekedi annonce la mise en œuvre progressive de l'assurance maladie obligatoire. « Cette réforme vise à élargir l'accès aux soins, à renforcer la protection financière des ménages et à mobiliser des ressources domestiques. Une attention particulière sera portée aux forces armées, à la Police, aux agents de l'État et aux populations indigentes. C'est un acte de justice sociale et de reconnaissance envers ceux qui protègent notre pays », a-t-il expliqué. Selon Félix Tshisekedi, cette décision découle des résultats positifs obtenus grâce à la gratuité de la maternité et de la prise en charge des nouveau-nés, qui constitue le premier volet du programme de Couverture santé universelle (CSU). Le thème de cette XII^e Conférence des gouverneurs, « Santé, facteur de cohésion sociale et de développement durable des provinces », revêt une importance capitale, selon Félix Tshisekedi. Le Président a reconnu les défaillances du système

de santé, qui souffre encore des stigmates de décennies de crise, notamment : infrastructures médicales insuffisantes ou inexistantes dans certaines régions, manque de personnel qualifié, épidémies récurrentes (choléra, paludisme, rougeole, méningite, VIH/SIDA, Mpox), difficultés d'accès aux soins, en particulier dans les zones de conflit, fortes mortalités maternelle et infantile. Face à ces défis, le Président a rappelé l'introduction, en 2021, de la Couverture santé universelle (CSU), qu'il pilote lui-même, ainsi que la création de comités provinciaux, destinés à garantir un accès progressif et équitable aux soins de qualité.

Mercredi 11 juin.

Au 1er trimestre 2025 en RDC, les dépenses publiques en procédure d'urgence estimées à 1,58 %. Ce résultat marque un progrès notable, fruit des réformes engagées en 2024 visant à encadrer strictement les dépenses publiques, renforcer la transparence budgétaire et restaurer la discipline financière, indique la même source. Désormais, précise le ministère des Finances, la procédure d'urgence est rigoureusement limitée aux seules opérations sécuritaires et aux déplacements des chefs d'institutions. Toutes les autres dépenses, notamment celles liées à la dette intérieure, au fonctionnement ou aux investissements publics, doivent impérativement suivre le circuit classique de la chaîne de la dépense.

Les gouverneurs des provinces déplorent l'inexécution de la majorité des recommandations de leurs précédentes sessions. « Quelques-unes sont épinglees ici : la non-opérationnalisation de la Caisse nationale de péréquation, organe pourtant institué pour corriger progressivement les inégalités entre les provinces et entre les entités territoriales décentralisées », a indiqué le vice-doyen du collectif des gouverneurs. « Les gouverneurs des provinces sollicitent également le paiement régulier des émoluments des honorables députés provinciaux. Par ailleurs, les gouverneurs des provinces expriment leur vive inquiétude quant à la persistance et augmentation alarmante des cas de VIH pédiatriques qui nécessitent une prise en charge urgente pour son élimination. Ils saluent les efforts consentis par le Chef de l'Etat dans la mise en œuvre progressive de la couverture santé universelle, un des mécanismes de lutte contre ce fléau à l'ensemble de provinces ». De son côté, la gouverneure de la province du Lualaba, a évoqué la nécessité d'agir avec détermination pour moderniser les infrastructures de santé et songer au déploiement du personnel de santé afin de garantir un accès équitable et universel, aux soins de qualité notamment pour les femmes, les enfants et les populations rurales.

60 infirmiers reconvertis en sages-femmes diplômés pour renforcer les soins maternels au Maniema. Il s'agit de la troisième cohorte formée dans le cadre du projet Bomoyi, mis en œuvre par l'ASBL Santé rurale (SANRU) en partenariat avec l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM)/Kindu, et soutenu par le financement du gouvernement suédois. Cette initiative vise à combler le déficit criant de personnel qualifié dans les maternités, et à réduire significativement la mortalité maternelle et périnatale dans la province.

Tshopo : plaidoyer pour l'instauration d'un tribunal pénal international pour la RDC. Cette demande a été formulée le 10 juin, lors de la clôture des manifestations commémoratives de la guerre de six jours à Kisangani, organisées par le Fonds de réparation et d'indemnisation des activités illicites de l'Ouganda en RDC (FRIVAO). Des démarches doivent être entreprises afin que la responsabilité de certaines parties soit reconnue, notamment le Rwanda, accusé d'avoir commis des crimes sur le sol congolais, en particulier à Kisangani.

Beni : formation de 25 agents pénitentiaires pour prévenir la radicalisation en prison. A l'initiative de la Monusco, cette session a planché sur l'identification des signes de radicalisation, les bonnes pratiques de gestion des détenus à risque et le respect des droits humains. Elle intervient dans un contexte où la prison de Beni héberge de nombreux membres de groupes armés et dispose de structures inadaptées pour séparer les détenus selon la gravité de leurs infractions.

L'Assemblée nationale approuve 8 accords de prêts chiffrés à 2 milliards USD. Ces fonds, proviennent notamment de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement. Ces crédits visent des investissements sociaux, comme la lutte contre les inondations, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et la valorisation du patrimoine culturel. Le ministre des Finances a insisté sur la nécessité d'une gestion rigoureuse pour garantir l'efficacité de ces financements. Ces nouveaux engagements financiers portent la dette publique de la RDC à plus de 13 milliards de dollars. Le Gouvernement s'engage à maintenir une gestion prudente des finances publiques pour assurer la stabilité macroéconomique du pays.

De 2007 à 2022, le secteur minier a versé près de 30 milliards de dollars au Trésor public (Bin Nassor Kasongo), faisant du secteur minier l'épine dorsale de l'économie congolaise. À l'occasion de l'ouverture des activités du 20ème anniversaire de DRC Mining week à Lubumbashi, président de la Chambre des mines de la RDC a précisé : « ce succès n'aurait pas vu le jour sans la vision de ses pionniers qui ont parié sur la RDC. La chambre des Mines réaffirme sa volonté de jouer un rôle catalyseur en facilitant le dialogue entre public et privé. Notre pays s'est installé au sommet de

la chaîne de valeur du cuivre et du cobalt, exportant en 2024 plus de trois millions de tonnes de cuivre et couvrant plus de 73% de la production mondiale du cobalt. Ces avancées trouvent leur origine dans une décision courageuse, l'ouverture en 2002 de nos vastes ressources minières aux capitaux privés". (**Actualité CD**)

Est de la RDC: ce que contient le deuxième projet d'accord de paix entre Kinshasa et Kigali. Le texte auquel RFI a eu accès va plus loin que la déclaration de principes signée en avril dernier à Washington par les ministres congolais et rwandais des Affaires étrangères. Dans le document actuel, la signature de l'accord de paix est d'abord conditionnée par le retrait inconditionnel du Rwanda du territoire congolais. Cela inclut les armes et équipements sous contrôle rwandais, à l'exception des cas expressément prévus dans le cadre du Mécanisme conjoint de coordination sécuritaire. Problème : Kigali n'a jamais reconnu la présence de ses forces en RDC. Le gouvernement rwandais parle plutôt de « mesures défensives » déployées pour sa propre sécurité. Deuxième condition : la levée de l'état de siège dans le Nord-Kivu. En vigueur depuis 2021, comme en Ituri, cet état d'exception doit céder la place à une administration civile pour permettre l'avancée du processus. Le document mentionne par ailleurs l'accord de cessez-le-feu entre Kinshasa et le M23, toujours en discussion sous l'égide de Doha. La logique est claire : l'accord avec le Rwanda ne pourra être signé qu'après la conclusion de l'accord entre Kinshasa et l'AFC/M23. Le projet d'accord aborde également la question des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Les 2 pays devront « se coordonner de bonne foi pour identifier, évaluer, localiser et mettre fin à l'existence des éléments armés des FDLR ». Cette coopération s'inscrit dans le cadre et selon les modalités du Concept d'opérations convenu à Luanda, en octobre 2024. Le texte prévoit enfin que la RDC interdira et interceptera tout soutien matériel ou financier, national ou étranger, destiné aux FDLR. Si le document est signé, les engagements s'appliqueront à l'ensemble du territoire, même si le Nord-Kivu et le Sud-Kivu restent au cœur du dispositif. Mais il ne s'agit que d'un projet. Le véritable travail de négociation commence cette semaine. Il pourrait déboucher sur une rencontre ministérielle avant une signature éventuelle par les présidents de la RDC et du Rwanda. (**RFI**)

Jeudi 12 juin.

Tshopo : les chefs traditionnels s'engagent à préserver les terres et les forêts pour éviter les conflits. Cette décision a été actée le 10 juin à Kisangani, à l'issue d'un atelier organisé par l'ONG TROPENBOS RDC. Cet atelier a réuni les chefs traditionnels de quatre territoires : Bafwasende, Banalia, Ubundu, Basoko. « Nous, chefs traditionnels avons pris l'engagement, conformément à nos missions, de ne pas vendre les forêts ou les terres, mais de les protéger pour nos communautés locales. Elles font partie des éléments matériels de notre pouvoir. Nous nous engageons à assurer la pérennisation de nos terres et forêts coutumières et à les transmettre aux générations futures. Nous soutenons les initiatives d'agrobusiness et sensibiliserons nos communautés au respect des normes régissant les CFCL ».

Inondations à Kinshasa : toujours pas d'indemnisation des sinistrés, affirme la Cellule Permanente d'Alerte et d'Urgence dans un communiqué de presse publié ce 11 juin à Kinshasa. Tout en précisant que la gestion des catastrophes est participative et interministérielle, la cellule rappelle qu'à Kinshasa par exemple, plus de 13.000 sinistrés sont actuellement pris en charge sur trois sites principaux. Il s'agit du stade Tâta Raphael, du stade des Martyrs et de l'Hôpital Général de référence de Kinkole. Dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika aussi affectées par des inondations, la Cellule souligne que le Gouvernement a activé une réponse rapide avec l'appui de ses partenaires. Des appuis d'urgence ont été remis aux Gouverneurs des deux provinces afin de renforcer la prise en charge locale des sinistrés.

Plus de 600 000 déplacés internes en situation de précarité à Fizi. L'administrateur du territoire de Fizi (Sud-Kivu) a précisé que le nombre de ces déplacés s'est accru dans les Hauts et Moyens Plateaux de Fizi depuis la prise du village de Rugezi par les miliciens Twirwaneho et Red Tabara, alliés à l'AFC/M23. "Les enfants, les femmes et les vieillards passent la nuit dans les brousses et à la belle étoile. Les enfants ne fréquentent plus l'école, ce qui entraîne leur enrôlement forcé dans les rangs des groupes armés, des femmes enceintes accouchent même dans les brousses ».

En RDC, l'extension des mines provoque le déplacement de population à Kolwezi. En RDC, la Mining Week de Lubumbashi s'est ouverte mercredi 11 juin. Selon un rapport de l'ONG Amnesty international nommé « Alimenter le changement ou le statu quo ? », « des quartiers établis de longue date au cœur de la ville de Kolwezi ont été détruits depuis la réouverture en 2015 d'une imposante mine de cuivre et de cobalt à ciel ouvert ». Ces minerais sont aujourd'hui nécessaires à la transition énergétique. Problème : l'exploitation des précieux métaux se fait souvent au détriment des populations installées là. « Quand vous délocalisez en une fois 500 familles par exemple, les prix des maisons augmentent mécaniquement ». D'autant que, selon le code minier congolais de 2018, les familles disposent de trois mois à compter de la notification de réinstallation délivrée par les autorités compétentes. « Peut-on construire une maison en trois mois ? C'est impossible. Donc ils partent et habitent dans des maisons inachevées », continue le président du comité de réinstallation des habitants de la cité Gécamines. **Une indemnisation souvent bien moindre au regard des préjudices causés.** Le code minier note pourtant que les « opérateurs miniers » sont tenus de « procéder à

l'indemnisation, à la compensation et à la réinstallation des populations concernées ». La plupart du temps, les familles se contentent de recevoir une indemnisation, souvent bien moindre au regard des préjudices causés. Cette pratique est dénoncée par maître Donat Kambola, avocat et directeur de l'Initiative pour la bonne gouvernance et les droits de l'Homme à Kolwezi. « Les gens perçoivent de l'argent et généralement, ils vont dans des nouveaux quartiers où ils n'ont pas accès à l'eau potable, ni à l'électricité alors qu'on parle de transition énergétique. Les cultivateurs n'ont pas de terres arables. Finalement, pour survivre, les gens vont travailler dans les exploitations minières artisanales », note l'avocat. (RFI)

Goma : rapatriement de 3 680 réfugiés rwandais vers leur pays en 3 semaines, grâce au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Cette opération s'est déroulée en quatre vagues. Le HCR rappelle, par ailleurs, que ce rapatriement est effectué sur une base volontaire.

Nord-Kivu : début de la 2eme phase du retrait des militaires de la SADC. Cette phase concerne le rapatriement du personnel de la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe en RDC et de leurs effets personnels. Ainsi, les troupes, actuellement stationnées à Goma et à Sake, seront transportées vers la Tanzanie. De là, le contingent tanzanien poursuivra vers Dar es-Salaam. Quant aux Sud-Africains et aux Malawites, ils seront transportés par voie aérienne vers leurs pays respectifs, précise le communiqué. La première phase, lancée le 29 avril 2025, avait concerné l'évacuation des équipements et autres logistiques. Le retrait officiel de la SAMIRDC avait été annoncé à l'issue du sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de pays membres de la SADC.

Trois ans d'occupation de Bunagana : Denis Mukwege déplore la souffrance des déplacés. « Cela fait trois ans que la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la RDC sont violées par le Rwanda pour piller à grande échelle les richesses naturelles et les minerais stratégiques congolais ». Selon le Prix Nobel de la Paix, les forces d'occupation ont conquis progressivement de larges pans de l'Est du Congo, en installant des administrations illégales parallèles, démontrant leur volonté d'annexer les provinces du Nord et du Sud-Kivu. « Cela fait 3 ans que le Président de la RDC et le Gouvernement congolais affirment prendre leurs responsabilités pour libérer les zones occupées alors que les autorités de la République n'ont jamais déployé la volonté politique nécessaire pour réformer notamment le secteur de la sécurité, et sont donc en grande partie responsables de la dégradation sécuritaire et de son impact désastreux tant sur la situation humanitaire que celle des droits humains ».

Vendredi 13 juin.

L'an un du Gouvernement Suminwa : l'opposition et la majorité dressent un bilan contrasté. « Il y a des avancées sur le plan macroéconomique et diplomatique, notamment dans la stabilisation du taux de change et la lutte pour la paix. Mais, sur l'emploi et la sécurité, les résultats restent modestes. L'objectif de 6,4 millions d'emplois d'ici 2028 reste ambitieux, mais le fossé entre les chiffres et l'impact réel se fait sentir ». Malgré leurs divergences, la majorité, l'opposition et la société civile s'accordent à reconnaître que la situation sécuritaire reste le principal défi du Gouvernement. La persistance des conflits armés dans l'Est de la RDC, combinée au banditisme urbain dans des villes comme Kinshasa, continue de fragiliser le tissu social et économique du pays.

Interpellation de plus de 150 jeunes lors d'une opération de bouclage à Saké par les rebelles de l'AFC/M23. Si ces opérations de bouclage sont présentées comme une mesure sécuritaire, elles suscitent cependant des inquiétudes parmi les activistes des droits humains, qui dénoncent des traitements inhumains infligés à certains jeunes interpellés.

À la DRC Mining Week, Américains et Européens affichent des approches différentes sur les minerais de RDC. Là où la stratégie américaine se concentre sur l'exploitation minière, l'Union européenne (UE) souhaite agir sur les chaînes de valeurs. Explications. Cette DRC Mining Week, cette année, s'est caractérisée par une présence américaine très attendue. « Trop longtemps, nous avons été en retrait sur le continent », a reconnu l'ambassadrice américaine devant un parterre d'investisseurs, avant d'ajouter : « Nous nous concentrerons sur une croissance portée par l'investissement et le commerce. » Les Américains veulent en effet diversifier leurs sources d'approvisionnement en minéraux nécessaires aux technologies de pointe – le cobalt, le coltan et le lithium – et dont la plupart des gisements se trouvent dans l'est de la RDC. Washington et Kinshasa sont en train de négocier un accord sur les minerais qui devrait permettre aux États-Unis d'accéder aux minéraux stratégiques de la RDC, en échange d'un soutien à la résolution du conflit avec le groupe politico-militaire AFC/M23. Avec cet accord, Washington espère pouvoir prospection dans la région. En attendant, une société américaine Kobold Metals a fait part de son intérêt pour le gisement de lithium à Manono dans le Katanga, région australe de la RDC. Les Américains ont en outre investi plus de 6 milliards de dollars dans le corridor de Lobito, la rénovation de cette ligne ferroviaire allant de la Zambie à l'Angola, via la RDC, qui permettrait d'exporter les ressources minières de ces trois pays. Les diplomates européens ont également répondu présent à la DRC Mining Week. L'Union européenne, notamment, souhaite concrétiser le partenariat stratégique sur les chaînes de valeurs signé avec la RDC en 2023 et dont la feuille de route avait été adoptée en décembre dernier. Des

dizaines d'entreprises européennes ont également répondu à l'appel de la DRC Mining Week. Parmi elles, la franco-belge Umicore, qui appuie la Société pour le traitement du terril de Lubumbashi (STL), propriété de la Gécamines, dans le recyclage de déchets industriels depuis l'année dernière. Selon un communiqué d'Umicore publié en 2024, l'entreprise doit apporter son savoir à la STL et, en retour, bénéficier d'un accès exclusif à un élément chimique issu des déchets pour le développement de ses activités. Une collaboration qui s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique sur les chaînes de valeurs signé entre la RDC et l'Union européenne. Un diplomate européen confie que « l'enjeu est aujourd'hui de montrer que l'Union européenne veut agir selon des standards durables aux côtés du gouvernement et de la société civile ». Et parmi les projets en préparation, la signature d'un accord entre le ministère congolais des Mines, le Musée royal d'Afrique et le Bureau français de recherches géologiques et minières (BRGM) pour un soutien à la numérisation et la gestion par l'État congolais des archives minières. (RFI)

MSF déplore l'explosion de cas des violences sexuelles à Goma. Médecins sans frontières parle de 7 400 personnes prises en charge à Goma et de 2 400 survivantes des violences sexuelles à Sake. MSF déplore la persistance de ce phénomène alors que les camps de personnes déplacées de Goma, qui accueillaient plus de 650. 000 personnes, ont été démantelés depuis février 2025. "Les victimes ont accès à des soins de qualité dans des structures qui sont régulièrement approvisionnées et supervisées, dont une partie préventive, sur la prévention des infections au VIH et autres maladies sexuellement transmissibles, et également une prise en charge par un psychologue. Malheureusement, dans un certain nombre de sites dans la région, on note de plus en plus une pénurie de kits de prévention VIH. Ce qui est lié à un manque de financements internationaux". A cela s'ajoutent des retards dans la coordination des acteurs pour pallier ces manques de financement. Cette situation rend l'accès et la prise en charge relativement précaire pour beaucoup de victimes.

Samedi 14 juin.

Nouvelles vagues de déplacés après combats entre FARDC et groupes armés à Fizi. L'administrateur de territoire de Fizi, précise que des déplacés, toutes communautés confondues, ont fui les combats de Rugezi prenant différentes directions : "Certains sont regroupés dans les villages environnants et d'autres se dirigent vers le territoire voisin d'Uvira. Certaines informations confirmant qu'il y aurait un groupe de déplacés internes Banyamulenge pris pour cible par les Wazalendo ". Il lance par ailleurs un message de paix à ses administrés pour qu'ils puissent comprendre qu'ils sont "tous frères et sœurs. Nous devons privilégier la paix et la cohabitation pacifique pour barrer la route à nos ennemis".

Le don de sang en RDC a augmenté de 25% en 24 ans, révèle le PNTS. Malgré des avancées notables, la RDC reste loin des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui préconise que 80 % des unités de sang transfusées proviennent de dons volontaires. Actuellement, le pays n'a pas encore atteint 50 % de dons bénévoles, selon le Dr Paul Kabamba, directeur adjoint du PNTS. Plusieurs défis freinent l'augmentation des dons de sang en RDC. Il s'agit notamment du déficit d'infrastructures pour la conservation et la gestion des produits sanguins ; des difficultés logistiques étant donné la taille continentale du pays et la faiblesse de ses infrastructures de transport.

Kinshasa : une forte pluie cause d'importants dégâts matériels. Ces intempéries sont inhabituelles en cette période de l'année où la saison sèche est censée avoir commencé. Le bilan provisoire de ces fortes pluies fait état d'inondations, de routes coupées et des têtes d'érosion qui ont progressé dans plusieurs communes. La commune de Kisenso figure parmi les zones les plus touchées. Quatre maisons se sont écroulées à la suite de cette pluie, mais aucune perte en vies humaines.

Dans la commune de Limete, des inondations ont été signalées au quartier Ndanu, où plusieurs habitations ont été envahies par les eaux. À Mont-Ngafula, la situation est tout aussi préoccupante : plusieurs têtes d'érosion ont progressé.

La Monusco offre des matelas et des kits d'hygiène à des femmes détenues de la prison de Beni. Jusqu'il y a peu, certaines femmes détenues dormaient à même le sol dans cette prison. Les 50 matelas et kits d'hygiène menstruelle remis par la Monusco répondent à un besoin urgent. La prison des femmes de Beni héberge actuellement 65 détenues et 8 nourrissons, dont seulement 7 ont été condamnées.

Sept millions d'enfants ciblés par un programme de rattrapage vaccinal. Ce programme vise en priorité les enfants âgés de 2 à 5 ans, qui ont dépassé l'âge recommandé pour les vaccinations de base. Ces enfants, qui n'ont pas pu recevoir tout ou partie des vaccins prévus dans le calendrier vaccinal, sont vulnérables à des maladies graves telles que la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la poliomyélite et la rougeole. Les autorités sanitaires et l'OMS appellent les parents à se mobiliser massivement pour faire vacciner leurs enfants.

Climat : le gouvernement congolais appelé à intégrer les Géorisques dans sa gestion quotidienne. Le professeur Kabasele Yenga Yenga, docteur en physique spatiale du climat et responsable de l'Observatoire spatial des ressources naturelles et du climat, alerte sur l'intensification imminente des impacts liés aux changements climatiques. Réagissant

aux nombreuses interrogations suscitées par la forte pluie qui s'est abattue cette nuit sur Kinshasa — alors que beaucoup pensaient être déjà en saison sèche — le professeur apporte des précisions : « Il n'y a jamais eu, pour 2025, le début d'une saison sèche. Nous sommes encore dans la saison des pluies, qui a été décalée d'un mois, du 15 mai au 15 juin. Je pense que nous approchons maintenant de sa fin. C'est cela, le dérèglement climatique. Il s'agit d'un problème sérieux face auquel nous devons nous adapter, notamment à travers un programme gouvernemental axé sur les Géorisques ». Le scientifique recommande enfin au gouvernement de prévoir dès à présent les ressources logistiques nécessaires pour répondre aux conséquences du dérèglement, tant sur le plan médical qu'humanitaire.

RDC: la Monusco et le groupe AFC/M23 renouent contact à Goma. Bintou Keïta, cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco), a rencontré à Goma le représentant de l'AFC/M23, Corneille Nangaa. Cette première prise de contact qui a permis aux deux parties « d'apprendre à se connaître », confie un cadre de l'AFC/M23. Les relations entre les deux parties sont tendues. En début de semaine encore, le bureau des droits de l'homme des Nations unies indiquait dans un rapport que, sur le mois de mars, l'AFC/M23 est à l'origine de la majorité des violations des droits humains en RDC. Des accusations souvent balayées d'un revers de la main par la direction de l'AFC/M23, qui continue de considérer la Monusco comme une partie de ce conflit. (RFI)

Dimanche 15 juin.

Kolwezi : des ONG dénoncent les expulsions forcées liées à l'exploitation minière. Lors d'une conférence de presse conjointe, Amnesty International et l'Initiative pour la bonne gouvernance et les droits humains (IBGDH) ont dénoncé des violations répétées des droits humains, notamment l'absence de plans de réinstallation pour les familles délogées et la perte de terres arables, source de subsistance pour de nombreux habitants. Les organisations ont également pointé du doigt les entreprises METALKOL, KAMOA et CHEMAF, qu'elles jugent représentatives des pratiques en matière d'expulsions irrégulières. « L'entreprise KAMOA prévoit à elle seule la délocalisation de dix villages. Cela signifie des milliers de personnes qui perdront non seulement leur logement, mais aussi leurs terres agricoles ». Les ONG ont lancé un appel solennel au Chef de l'État, lui demandant de suspendre immédiatement le processus de délocalisation en cours, le temps d'une évaluation approfondie des conséquences humaines et sociales de ces opérations minières.

Bintou Keita conclut sa visite de trois jours à Goma. « La Monusco reste engagée à soutenir toutes les initiatives susceptibles de favoriser la désescalade. Les responsables du M23 ont exprimé leur volonté de trouver une solution pacifique à la crise. La Monusco demeure également disposée à apporter le soutien nécessaire à toutes les initiatives de paix. » Elle a également rencontré le commandant de la Force de la SAMIDRC, le général de division Monwabisi Dyakopu. La cheffe de la Monusco s'est aussi entretenue avec les éléments des Fardc et les policiers placés sous la protection de la Mission, en attente de leur évacuation. Bintou Keita a rappelé qu'avec le concours du CICR, du gouvernement congolais, de l'AFC/M23 et de la Monusco, 1 359 éléments des Fardc et de la PNC ont été transférés de Goma à Kinshasa.

Conflit dans l'est de la RDC: experts congolais et rwandais face à face à Washington. Les experts congolais et rwandais sont face à face et discutent directement entre eux à Washington. Sur la table, un second draft proposé par les facilitateurs américains qui se sont basés sur les premières remontées en provenance des deux parties. Les experts de deux côtés sont désormais entrés dans le vif du sujet avec pour objectif, « de négocier un accord de paix global, réaliste et mutuellement bénéfique ». Les chefs de la diplomatie congolaise et rwandaise devraient se retrouver toujours à Washington, une fois un pré-accord trouvé entre les experts, avant un sommet qui réunira les présidents congolais et rwandais autour de Trump. Pas de calendrier rigoureux à suivre pour le moment donc, mais les Américains veulent aller vite, très vite. Ils espèrent y arriver au cours de juillet, explique une source américaine. Et le ministre rwandais des Affaires étrangères Olivier Nduhungirehe a rappelé sur les réseaux sociaux qu'un accord n'interviendrait qu'une fois atteint un « accord de paix gagnant-gagnant », et qu'en attendant, les négociations se poursuivaient. (RFI)

Arrestation du chef milicien Kasereka Kasiano à Butembo, chef du groupe armé Front des patriotes pour la paix – Armée du peuple (FPP/AP). Cet ancien chef Maï-Maï demeurait particulièrement actif et redouté depuis plusieurs années dans les territoires de Lubero et de Beni. Il avait fait allégeance à la rébellion du M23 en mars dernier.

L'Assemblée nationale refuse de livrer Nicolas Kazadi à la justice. Pour la Commission spéciale et temporaire relativ à ce réquisitoire les révélations faites par l'ancien ministre des Finances dans un média sur la mauvaise gestion des deniers publics, relèvent d'un droit constitutionnel fondamental; à savoir : la liberté d'expression. Ainsi, le rapport de cette commission a été déclaré recevable par la majorité des élus du peuple.

Le Gouvernement dote les FARDC de deux avions des transports. Ces appareils devraient améliorer significativement la mobilité stratégique et opérationnelle des troupes, en facilitant notamment le déplacement des

officiers et la supervision des unités sur le terrain. Le ministre de la Défense nationale a multiplié les initiatives en faveur des Fardc : réhabilitation des infrastructures militaires, dédoublement de la solde, remise en service des navires et vedettes de la Force navale, et construction d'un nouveau camp militaire à Kindofula, dans le territoire de Moanda (Kongo-Central), pour renforcer les effectifs et capacités de déploiement. Il a également entrepris plusieurs actions en faveur des familles des militaires.

La société civile du Nord-Kivu accuse les rebelles de l'AFC-M23 de crimes de guerre. « Des graves crimes de guerre et crimes contre l'humanité sont commis sur notre sol. Ça mérite notre attention. Entre janvier et mai 2025, plus de 200 civils tués par le M23/AFC/RDF à Rutshuru, 76 à Masisi, 9600 à Goma aux cotés de 3500 blessés par armes dans le territoire de Nyiragongo et la ville de Goma », a détaillé Pepin Kavota, l'un des participants, faisant la synthèse de ces recommandations. Il a également évoqué des kidnappings et recrutements forcés au sein des groupes armés rebelles. Dans un communiqué publié à l'issue de cette rencontre, les membres de ces coordinations ont recommandé au Gouvernement et ses partenaires de mettre fin aux souffrances de la population locale.

Kinshasa : 29 morts après des pluies diluviales, des travaux et mesures d'urgence en cours. Le gouverneur de la ville a confirmé une série de mesures d'urgence, notamment la prise en charge des sinistrés par l'État. Il a également appelé à la solidarité et invité les habitants des zones qualifiées à haut risque à prendre des précautions, alors que d'autres épisodes pluvieux sont encore attendus. Des travaux de réhabilitation sont en cours sur certaines artères de la capitale. Les autorités assurent que les interventions se poursuivent pour rétablir la circulation et sécuriser les zones affectées. Ces précipitations surviennent alors que le mois de juin est normalement caractérisé par une saison sèche. La fréquence anormale des pluies s'expliquerait par un phénomène rare de « saison sèche femelle », selon l'Agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite (METTELSAT). La pluie enregistrée samedi a atteint un niveau exceptionnel de 90 millimètres, un record non observé même durant la récente saison pluvieuse. Dans plusieurs communes de Kinshasa, notamment Matete et Limete, les eaux ont envahi des habitations et paralysé la circulation. À proximité du rond-point Kintambo Magasin, la rivière Lukunga a débordé, inondant les quartiers environnants. Début mai, la METTELSAT avait déjà alerté sur un possible retard de la saison sèche, annoncée alors entre le 25 et le 28 mai. En avril dernier, des inondations avaient provoqué une centaine de morts dans la ville. (**Actualité CD**)

